



Safi: La présidence de la commune confiée au PI

- Il s'est allié au PJD et au Parti Al Amal
- Mohammed Karim est pressenti pour diriger la ville

Les jeux semblent déjà faits pour la présidence de la commune urbaine de Safi. La réunion pour l'élection du nouveau président se fera mardi prochain. Mais le député Mohammed Karim, mandataire de la liste du Parti de l'Istiqlal (PI), qui est aussi président du conseil de la région, s'est au préalable assuré une majorité confortable.

Un communiqué commun a été diffusé par le PI avec 15 conseillers élus, le Parti de la justice et du développement (PJD) avec 14 sièges et le Parti Al Amal avec 8 postes à la surprise générale. Un total de 37 sièges sur les 51 que compte la commune de Safi. Le président sortant, Abderrahim Dandoune, du Parti authenticité et modernité (PAM) avec seulement 13 sièges se trouve ainsi neutralisé. Et ce n'est pas l'unique conseillère élue de la liste additionnelle du Mouvement démocratique et social (MDS) qui pourrait renverser la tendance.

Selon les observateurs, même la défection de quelques élus du Parti Al Amal ne pourrait garantir le retour de Dandoune. Le mandataire de la liste au symbole de l'avion, Mohamed Lemkhoudem, s'est absenté pour un voyage à l'étranger. Les élus de sa liste lui reprochent de ne pas rester dans la course pour obtenir des postes clés dans le prochain bureau du conseil municipal encore en constitution. D'autres élus du PAM s'apprêteraient également à rejoindre Mohammed Karim pour participer au partage des responsabilités.

La ville de Safi compte 136.627 inscrits sur les listes électorales. Cependant, 38.547 électeurs seulement se sont déplacés pour voter. Un taux de participation très moyen qui a avoisiné les 28,21%. A l'évidence, le profil des candidats ne semble pas avoir séduit tout le monde. Ou est-ce tout simplement le désintérêt pour la politique qui a primé, comme en septembre 2007 à l'occasion des élections législatives? Tout tend à le faire croire. Pourtant, les élections communales concernent directement le citoyen du moment qu'elles s'impliquent dans son quotidien. Il faut aussi dire que les partis politiques ne jouent pas le jeu, ou ne font pas leur travail de proximité. C'est ce qui leur vaut inéluctablement des votes sanction ou provoque la démission des citoyens de la chose politique.

De notre correspondant,
Mohamed RAMDANI